



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

We regret that some of the pages in the microfiche copy of this report may not be up to the proper legibility standards even though the best possible copy was used for preparing the master fiche.



08657 - F



Distr. LIMITEE

ID/WG.295/1

24 janvier 1979

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Réunion préparatoire mondiale en vue
de consultations sur l'industrie alimentaire
Vienne (Autriche), 8-12 janvier 1979

RAPPORT

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
INTRODUCTION	3
CHAPITRE I. ORGANISATION DE LA REUNION	5
Ouverture de la réunion	5
Election du président et du vice-président	5
Adoption de l'ordre du jour	5
Adoption du rapport	5
Déclaration du Secrétariat	5
CHAPITRE II. CHOIX DES THEMES A EXAMINER PAR UNE REUNION DE CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	7
CHAPITRE III. QUESTIONS A SOUMETTRE A UNE REUNION DE CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	9
CHAPITRE IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	11
JUSTIFICATION GENERALE DU CHOIX DES THEMES A ETUDIER A LA REUNION DE CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE	
I. Renforcement des industries alimentaires par le développement intégré de tous les secteurs de production alimentaire, d'activités de transformation et de commercialisation	11
II. Renforcement de la capacité de l'industrie alimentaire et satisfaction des besoins technologiques de cette industrie dans les pays en développement	12
III. Amélioration de la commercialisation et de la distribution	14
IV. Développement de la coopération technique et économique entre pays en développement et pays développés et entre pays en développement eux-mêmes	16
ANNEXE I Liste des participants	17
ANNEXE II Ordre du jour	25
ANNEXE III Liste de documents d'information et de documents par pays	26

INTRODUCTION

1. Les participants à la deuxième Conférence générale de l'ONUDI, qui s'est tenue à Lima (Pérou) en mars 1975, ont recommandé l'instauration par l'Organisation d'un système de consultations permanentes entre les pays développés et les pays en développement.
2. Parmi les objectifs prioritaires énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action de Lima, figure la création d'agro-industries efficaces grâce à l'établissement de liens solides entre l'agriculture et l'industrie pour assurer une intégration poussée de ces deux secteurs de l'économie dans les pays en développement.
3. L'ONUDI a déjà organisé deux consultations mondiales sur les agro-industries : la première Réunion de consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir, qui s'est tenue à Innsbruck (Autriche) du 7 au 11 novembre 1977, et la première Réunion de consultation sur l'industrie des huiles et des graisses végétales, qui s'est tenue à Madrid (Espagne) du 12 au 16 décembre 1977.
4. A sa douzième session, en mai 1978, le Conseil du développement industriel a prié le Secrétariat, entre autres, de poursuivre en priorité ses préparatifs "en vue de convoquer en 1980 une réunion de consultation sur les agro-industries, si le Conseil l'y autorisait à sa treizième session".
5. Les principales agro-industries sont les suivantes : l'industrie alimentaire, l'industrie du cuir et des articles en cuir, l'industrie textile et l'industrie du bois. D'après un projet d'étude mondiale portant sur les différentes agro-industries, le groupe des industries alimentaires occupe une place dominante dans ce secteur et assure 57 % de sa production. Ses principales branches sont l'industrie de la viande et du traitement de la viande, l'industrie laitière, l'industrie de la pêche, l'industrie céréalière, l'industrie sucrière, l'industrie des huiles et des graisses végétales, l'industrie des aliments pour animaux, l'industrie des fruits et des légumes, l'industrie des boissons (y compris le thé et le café) ainsi que la chocolaterie et la confiserie.
6. Les participants à la Réunion préparatoire mondiale avaient pour tâche d'examiner et d'informer l'ONUDI si, à leur avis :

- i) Les pays développés et les pays en développement étaient d'accord pour convoquer en 1980 une réunion de consultation sur :
 - a) l'industrie alimentaire dans son ensemble, ou
 - b) un sous-secteur donné de cette industrie (par exemple l'industrie de la viande et du traitement de la viande, l'industrie laitière ou la transformation des céréales et des racines);
- ii) Il serait possible, en cas de réponse positive à la question visée en i), de retenir deux ou trois questions particulières aux fins d'une étude plus approfondie avant la réunion de consultation.

CHAPITRE PREMIER. ORGANISATION DE LA REUNION

Ouverture de la réunion

7. La Réunion préparatoire mondiale en vue de consultations sur l'industrie alimentaire s'est tenue au Siège de l'ONUDI, à Vienne, du 8 au 12 janvier 1979. Y ont participé 24 experts de 22 pays et 10 représentants de 9 organisations internationales et régionales ainsi que d'associations professionnelles et syndicales (voir annexe I).

8. La Réunion a été ouverte par M. Aref, Président de l'équipe de travail de l'ONUDI sur les agro-industries et Chef de la Section des agro-industries de la Division des opérations industrielles, qui a souhaité la bienvenue aux participants en émettant l'espoir que leurs délibérations aideraient le Secrétariat à orienter ses travaux dans un secteur qui revêt une importance capitale pour le bien-être de l'humanité.

Election du président et du vice-président

9. Les participants ont élu Président et Vice-Président, respectivement, M. Akinrele, Directeur adjoint, Centre du développement industriel (ACP-CEE, Convention de Lomé) à Bruxelles, et M. Norman W. Tape, Secrétaire de département, Service de la production et de la commercialisation des denrées alimentaires, Ministère canadien de l'agriculture, qui ont assuré à tour de rôle la présidence de la Réunion.

Adoption de l'ordre du jour

10. L'ordre du jour proposé a été adopté (voir annexe II).

Adoption du rapport

11. Le projet de rapport de la réunion a été adopté par les participants à la séance du matin, le 12 janvier 1979.

Déclaration du Secrétariat

12. Les participants ont examiné les documents établis à l'intention du Secrétariat par les consultants de l'ONUDI, à savoir les études régionales sur l'industrie alimentaire en Asie, en Afrique et en Amérique latine ainsi

que le document de synthèse qui fait le point de la situation de l'industrie alimentaire, compte tenu des priorités régionales et des obstacles rencontrés dans ce secteur.

13. Les consultants de l'ONUDI ont mis en évidence les problèmes et priorités intéressant les différentes régions. Pour l'Afrique, il faudrait assurer un développement intégré dans trois grands domaines - céréales, viande, produits laitiers - afin de réduire la dépendance du continent en ce qui concerne les importations d'aliments de base; en outre, la priorité devrait être accordée à la mise en place d'un matériel de traitement des produits alimentaires (y compris le conditionnement) qui serait adapté aux conditions locales. En Asie, il faudrait avant tout, notamment, rationaliser l'usinage du riz et conserver le son riche en protéines pour la fabrication d'aliments pour les animaux. La région d'Amérique latine est caractérisée par l'existence d'une industrie alimentaire à la fois prospère et moderne et de quelques entreprises produisant des équipements pour cette industrie alimentaire et par l'implantation de sociétés transnationales; la région est spécialisée dans le traitement de la viande, mais les installations d'entreposage frigorifique restent insuffisantes.

CHAPITRE II. CHOIX DES THEMES A EXAMINER PAR UNE
REUNION DE CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

14. La question de savoir si la Réunion de consultation sur l'industrie alimentaire devrait examiner ce secteur dans son ensemble ou bien se limiter à certains sous-secteurs tels que les céréales et les racines, l'industrie laitière, ou l'industrie de la viande et du traitement de la viande, a fait l'objet d'un échange de vues approfondi et constructif, au cours duquel des arguments sérieux ont été présentés à l'appui de l'une et de l'autre formule.

15. Pour plusieurs participants, l'examen de l'ensemble de la question de l'industrie alimentaire, lors d'une réunion de consultation qui se tiendrait en 1980, permettrait de dégager certains problèmes communs à tous les pays en développement, comme celui - capital - de l'intégration de l'agriculture et de l'industrie et celui de la création d'industries efficaces du conditionnement et des machines pour le traitement des produits alimentaires. Ces participants ont, en outre, fait observer qu'un examen général du secteur de l'industrie alimentaire pourrait être suivi d'une étude approfondie des problèmes qui se posent dans des sous-secteurs particuliers comme la viande, les produits laitiers ou les céréales. D'autres participants ont estimé qu'une approche pragmatique était préférable, compte tenu notamment du temps limité dont on disposerait et que le mieux serait de procéder à l'examen de certains sous-secteurs déterminés.

16. On a fait valoir que l'examen de l'ensemble des questions relatives à l'industrie alimentaire aurait comme avantage essentiel de permettre de dégager certains problèmes concernant d'autres sous-secteurs. De nombreux participants ont estimé qu'il importait pour les pays en développement de décider si la création ou le renforcement des industries alimentaires devaient viser à satisfaire la demande intérieure ou à promouvoir les exportations. On a signalé aux participants que les pays membres de l'ANASE mettaient l'accent sur la fabrication de produits alimentaires pour le marché intérieur afin de satisfaire des besoins nutritionnels nouveaux et d'utiliser certains déchets.

Tout en convenant que la réalisation de ces deux objectifs exigeait des stratégies de développement différentes, on s'est accordé à reconnaître que, quelle que soit la solution retenue, le but fondamental serait d'augmenter la part des pays en développement dans la production alimentaire au cours des 20 prochaines années, conformément à la Déclaration et au Plan d'action de Lima. Plusieurs participants ont fait remarquer à cet égard qu'il convenait non seulement de satisfaire les besoins fondamentaux des populations rurales et urbaines mais aussi d'accroître considérablement, au cours de la prochaine décennie, les recettes provenant des exportations de produits alimentaires transformés.

17. Compte tenu de la similitude des problèmes qui se dégageraient d'un examen des divers sous-secteurs de l'industrie alimentaire, les participants ont décidé à l'unanimité qu'une réunion de consultation sur le secteur de l'industrie alimentaire dans son ensemble devrait avoir lieu en 1980; ils ont aussi estimé que cette réunion devrait, en fonction des questions examinées et des conclusions adoptées, choisir les sous-secteurs de l'industrie alimentaire auxquels seraient consacrées d'autres réunions de consultation.

CHAPITRE III. QUESTIONS A SOUMETTRE A UNE REUNION DE CONSULTATION
SUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

18. Les participants ont présenté plusieurs questions aux fins d'élaboration par le Secrétariat et d'un examen ultérieur par la réunion de consultation. Ces questions étaient groupées en quatre grandes catégories, à savoir, respectivement, les mesures à prendre pour créer des agro-industries intégrées dans les pays en développement; les mesures nécessaires pour accroître la capacité des pays en développement et renforcer leur compétence technique dans le domaine des industries alimentaires; l'amélioration des mécanismes de commercialisation et de distribution; et, enfin, la collaboration technique et économique entre pays développés et pays en développement et entre pays en développement eux-mêmes, nécessaire pour atteindre les objectifs des pays en développement dans ce secteur.
19. Les participants ont mis en lumière certains des principaux obstacles qui ont gêné l'implantation d'une industrie alimentaire efficace et dynamique dans les pays en développement. Ils ont estimé qu'une étude de ces obstacles et leur élimination dans le cadre d'un programme d'action recommandé par une réunion de consultation faciliterait, non seulement la satisfaction des besoins alimentaires des populations rurales, mais permettrait aussi de mieux répondre à la demande des marchés urbains et extérieurs.
20. Les participants ont cependant insisté fortement sur la nécessité d'établir un lien efficace et solide entre l'agriculture et l'industrie, en tant que condition préalable à la création d'une industrie alimentaire dynamique et adaptée aux exigences du marché.
21. Ils ont estimé que, dans la formulation des problèmes devant être élaborés plus avant par le Secrétariat et soumis à la Réunion de consultation, il conviendrait de tenir compte des obstacles de caractère général qui entravent la croissance de l'industrie alimentaire dans les pays en développement, et de la coopération nécessaire aux niveaux international, régional et interrégional pour les surmonter. Les principaux obstacles identifiés étaient notamment les suivants :

- a) Absence, au niveau national, de mécanismes de coordination pour l'industrie alimentaire;
- b) Capacité insuffisante de l'industrie du conditionnement : nécessité d'appliquer des techniques perfectionnées telles que l'étamage;
- c) Difficultés à se procurer des matières premières en quantité suffisante et d'une qualité adéquate;
- d) Insuffisance du transport, des moyens de stockage et d'autres services d'infrastructure;
- e) Insuffisance des services de recherche-développement et absence presque totale de services de vulgarisation ainsi que de moyens de formation aux niveaux national et régional;
- f) Manque de techniques adaptées aux conditions locales;
- g) Absence de systèmes de contrôle de la qualité et de normes alimentaires;
- h) Manque de machines et du matériel nécessaires à l'industrie alimentaire;
- i) Niveau insuffisant des techniques autochtones;
- j) Obstacles tarifaires et non tarifaires à l'exportation de produits alimentaires transformés vers les marchés des pays industrialisés.

CHAPITRE IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

JUSTIFICATION GENERALE DU CHOIX DES THEMES A ETUDIER A LA REUNION DE CONSULTATION SUR L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

22. Ayant choisi le secteur alimentaire dans son ensemble comme thème d'une réunion de consultation, la Réunion préparatoire mondiale sur l'industrie alimentaire a retenu les sujets suivants pour les raisons générales exposées ci-après.

I. RENFORCEMENT DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES PAR LE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE TOUS LES SECTEURS DE PRODUCTION ALIMENTAIRE, D'ACTIVITES DE TRANSFORMATION ET DE COMMERCIALISATION

23. L'établissement de rapports viables entre l'industrie et l'agriculture aurait des effets positifs sur ces deux secteurs, notamment en garantissant à l'agriculture des débouchés à long terme et en améliorant l'efficacité de l'industrie alimentaire.

Quelques domaines prioritaires d'action/réflexion

- a) Création sur le plan national d'un organe coordonnateur chargé d'harmoniser les politiques en vigueur et les politiques prévues intéressant les produits alimentaires * notamment en matière de production, de main-d'oeuvre, de commercialisation, de transport, de santé publique, de nutrition, de contrôle et de formation, etc.

Justification

24. Nombreux exemples d'erreurs de production dues à une action unilatérale à un stade ou à un autre de la chaîne d'opérations, et inconvénients correspondants pour les exploitants agricoles, les industriels, les fournisseurs de moyens de production, etc.

- b) Régularisation de l'approvisionnement des industries alimentaires en matières premières

Justification

25. Un approvisionnement régulier en matières premières correspondant aux quantités et à la qualité voulues est indispensable. On pourrait envisager des systèmes garantissant un certain niveau de revenus aux fournisseurs de matières premières. Dans ce domaine, une étroite coopération avec la FAO sera essentielle.

- c) Renforcement des capacités de production d'emballages dans les pays en développement - papier, verre, boîtes souples, boîtes de conserve, etc.
Possibilités de développement sur le plan régional

Justification

26. Dépendance excessive à l'égard des pays industrialisés, alors que les matières premières existent en abondance dans les pays en développement. Nécessité d'améliorer l'exploitation de ces matières premières et, si possible, de garantir l'approvisionnement des fabricants locaux.

- d) Construction de matériel de base pour l'industrie alimentaire dans les pays en développement

Justification

27. Moindre dépendance à l'égard des importations et économie de devises. Utilisation des ateliers déjà installés et création de nouveaux ateliers.

II. RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE ET SATISFACTION DES BESOINS TECHNOLOGIQUES DE CETTE INDUSTRIE DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

28. Il est urgent d'aider les pays en développement à créer des services de recherche-développement et des services de vulgarisation pour l'industrie alimentaire, et à renforcer ceux qui existent déjà, afin, notamment, d'appuyer l'industrie alimentaire naissante dans les domaines suivants :

- a) Perfectionnement des méthodes existantes de traitement à petite échelle (industrie artisanale) et passage - s'il y a lieu - à l'échelle industrielle, par exemple production de kenkey, de gari et de produits de base à soja.

Justification

29. Dans les pays en développement, les produits alimentaires traités dans les zones rurales le sont généralement selon des procédés qui exigent beaucoup de temps et causent beaucoup de gaspillage. Un rang élevé de priorité devrait être accordé à l'importation de techniques permettant de simplifier le travail et de réduire les gaspillages, tout en améliorant la qualité et la fiabilité des produits. Dans bien des cas, il conviendra de passer de l'industrie artisanale à une production à l'échelle industrielle, ce qui permettra de réaliser des économies d'échelle et d'obtenir des produits de qualité plus stable et plus normalisée.

- b) Selon les besoins, adaptation de procédés industriels de moyenne ou grande échelle à de petites unités convenant pour la production destinée aux marchés nationaux et permettant des exportations

Justification

30. Il sera souvent nécessaire de disposer, pour le traitement, d'équipements et de techniques dérivés de méthodes perfectionnées utilisées pour la production à grande échelle dans les pays développés. Il faudra adapter ces méthodes aux conditions locales, tout en leur conservant les caractéristiques opérationnelles souhaitables.

- c) Mise au point de produits nouveaux ou modification de produits existants offrant des possibilités d'implantation sur de nouveaux marchés

Justification

31. Il existe également des possibilités pour mettre au point des produits nouveaux en appliquant à divers produits tropicaux des méthodes de traitement existantes ou nouvelles.

- d) Développement de moyens de formation pour techniciens et personnels de supervision/gestion dans le cadre d'instituts nationaux ou régionaux pour l'alimentation existants ou grâce à la fondation d'instituts nouveaux. Ces instituts fourniront des services de vulgarisation et des services consultatifs et serviront de centres pour l'échange d'informations techniques.

Justification

32. La mise en oeuvre des mesures susmentionnées exigera d'importants effectifs de personnel qualifié de diverses spécialités. Etant donné la grave pénurie constatée actuellement dans ce domaine, il faut accorder un rang de priorité élevé à l'expansion des programmes de formation existants et à l'élaboration de programmes nouveaux.

- e) Application de normes de qualité appropriées pour les produits et de règles d'hygiène

Justification

33. Les produits des industries alimentaires doivent répondre aux normes reconnues, afin de préserver les intérêts des consommateurs dans les pays en développement et de permettre à ces industries de s'assurer des débouchés sur les marchés d'exportation.

- f) Mesures destinées à accroître la valeur nutritive des produits des industries alimentaires

Justification

34. Etant donné la gravité de la malnutrition dans de nombreux pays en développement, il est indispensable de maintenir la valeur nutritive des produits traités, et, si possible, de l'accroître durant le traitement. Les méthodes de traitement actuelles entraînant souvent une perte de la valeur nutritive, il faut les remplacer par des procédés plus appropriés. Il est cependant indispensable de ne pas perdre de vue, lorsqu'on améliore la valeur nutritive, que les caractéristiques des produits doivent rester conformes aux préférences des consommateurs locaux.

III. AMELIORATION DE LA COMMERCIALISATION ET DE LA DISTRIBUTION

- a) Nécessité de renforcer les moyens nationaux de stockage, de transport et de distribution des produits finis de l'industrie alimentaire

Justification

35. Le système actuel de stockage, de transport et de distribution ne donnant pas satisfaction, ce qu'il faudrait avant tout, au niveau national, c'est aménager les conditions de stockage et de transport et le réseau de distribution de manière à assurer aux aliments des propriétés nutritives et une qualité répondant aux exigences des marchés nationaux et des marchés d'exportation.

36. A cette fin, il conviendrait que les pays développés apportent leur appui et coopèrent étroitement, aux niveaux national et international. Cette coopération prendra la forme de la fourniture de capitaux par les institutions financières internationales et d'une assistance aux pays en développement pour la mise en place d'une infrastructure adéquate et viable permettant de réaliser le maximum de valeur ajoutée. Il va de soi que les dispositions dans ce domaine devront être harmonisées avec les arrangements qui existent déjà sur le plan national et international.

b) Accès aux marchés des pays développés et élimination des barrières commerciales artificielles.

Justification

37. C'est un fait reconnu qu'il existe des obstacles tant tarifaires que non tarifaires aux exportations de produits alimentaires des pays en développement. Ces obstacles peuvent être le fait des gouvernements, des structures commerciales existantes, ou des sociétés transnationales. D'autres obstacles peuvent être dus à l'échelle de production ou à des considérations d'ordre technique - par exemple la hausse des taux de fret. L'analyse des conditions qui faciliteraient l'accès au marché mondial devra donc tenir compte des travaux déjà effectués par les organisations internationales et porter sur les points suivants :

- i) Mesures qui permettraient d'améliorer les conditions d'accès des produits alimentaires des pays en développement aux marchés des pays développés. Ces mesures viseront à éliminer les barrières établies par certains gouvernements et certaines pratiques commerciales.

- ii) Amélioration des échanges entre pays en développement.
- iii) Elimination, dans la mesure du possible, des pratiques commerciales restrictives.

Dans ce domaine, il sera essentiel de coopérer pleinement avec la CEUCED, le Centre du commerce international et le GATT.

IV. DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION TECHNIQUE ET ECONOMIQUE ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT ET PAYS DEVELOPPES ET ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT EUX-MEMES

Justification

38. Il faudra mettre en place, dans les pays en développement, un système de complexes agro-industriels adaptés aux besoins en denrées alimentaires. Pour aplanir les difficultés d'ordre social, financier et technique et pour assurer une liaison dynamique entre les marchés, les techniques et la main-d'oeuvre, il est nécessaire de définir les mesures pouvant intensifier la coopération technique et financière entre les pays en développement et entre les pays développés ainsi qu'entre les pays en développement eux-mêmes.

Ces mesures pourraient comprendre les dispositions suivantes :

- a) Mesures destinées à stimuler les investissements nationaux ou internationaux nécessaires à l'industrie alimentaire et à la mise en oeuvre de techniques appropriées;
- b) Mesures destinées à renforcer les industries alimentaires existantes et à en créer de nouvelles par une conception intégrée allant des matières premières aux produits mis sur le marché et prévoyant l'échange de connaissances techniques, de divers types de matériel, de méthodes de gestion, etc.;
- c) Mesures destinées à renforcer et/ou à créer des installations de recherche ou de formation appropriées, notamment pour la formation en cours d'emploi à l'échelon régional, afin de contribuer, en fonction des priorités régionales, au repérage et à la solution des problèmes qui se posent à l'industrie alimentaire.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

ARGENTINE

Oscar E. PINNOLA
Directeur technique des ventes à l'étranger
Meitar Aparatos S.A.
25 de Mayo 2567
3000 Santa Fe

BRESIL

Hugo POEYSCH
Directeur
Agapê S.A. (Industrie alimentaire)
Av. Salgado Filho 641
Pelotas R.S.

CANADA

Norman W. TAPE
Secrétaire de département
Service de la production et de la
commercialisation des produits alimentaires
Agriculture Canada
Sir John Carling Building - Carling Avenue
Ottawa, Ontario KIA OC5

EGYPTE

Abdel Monem EL-MEHELMY
Chef de l'Administration centrale
des affaires techniques
General Organisation for Industrialization (GOFI)
6 Khalil Agha Street - Garden City
Le Caire

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

William M. ROBERTS
Chef, Department of Food Science
North Carolina State University
P.O. Box 5992
Raleigh
N.C. 27607

Ira I. SOMERS
Vice-président
National Food Processing Association
1133 20th Street, N.W.
Washington DC, 20036

FRANCE

Serge C. MONNOT
Ingénieur en chef du génie rural
Adjoint au Directeur des industries agricoles et alimentaires
Ministère de l'agriculture
3, rue Barbet de Jouy
75007 - Paris

GHANA

Benjamin Lartey LARTEY
Chef, Engineering Division
Food Research Institute
Council for Scientific and Industrial Research (CSIR)
P.O. Box M 20
Accra

HONGRIE

István OZORAI
Chef de département
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Budapest

INDE

C. P. NATARAJAN
Directeur
Central Food Technological Research Institute
Mysore 13
Inde 510013

INDONESIE

Budi SAMPURNO
Chef de la Sous-division de l'information
Ministère de l'agriculture
29 Jl Inan Bonjol
Djakarta

IRAQ

Talib HERMIZ-ISSAC
Expert technique
Organisation nationale de l'industrie alimentaire
P.O. Box 2301
Alwiyah - Baghdad

Kamber RAJAB
Directeur de la Division des projets concernant l'alimentation
Organisme national de l'esthétique industrielle et de la construction
Ministère de l'industrie et des minéraux
Baghdad

KENYA

J. N. SHAH
Administrateur délégué
Trufoods Ltd
P.O. Box 41521
Nairobi

MAROC

Abdellatif MOUNILE
Directeur de l'industrie
Ministère de l'industrie
Rabat

MEXIQUE

Edmundo ARIAS
Chef de la Section de biotechnologie of LANFI
Av. Ind. Militar 261
Mexico 10, D.F.

PAYS-BAS

Pieter SLIS
Directeur de la Division de la transformation et de la
commercialisation des produits agricoles
Ministère de l'agriculture et des pêches
Besuidenhoutseweg 73
La Haye

REPUBLIQUE DE COREE

Kwang Hoon PARK
Directeur adjoint
Food Research Institute
Agriculture and Fishery Development Corporation (AFDC)
Seoul

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

Alexander C. MOSHA
Directeur, Sciences et Techniques des produits alimentaires
Centre tanzanien de l'alimentation et de la nutrition
P.O. Box 977
Dar es-Salam

ROYAUME-UNI

David ADAIR
Chef du Service du développement industriel
Tropical Products Institute (Ministry of Overseas Development)
56/62 Grays Inn Road
Londres WC1

SOUDAN

Babiker BESHIR
Directeur du Centre de recherche sur les produits alimentaires
P.O. Box 213
Khartoum Nord

THAILANDE

Amara BHUMIRATANA
Directeur et professeur, Food Research and Product Development
Kasetsart University
P.O. Box 4-170
Bangkok 4

TUNISIE

Rachid TEKAYA
Chef de Service des industries agricoles et alimentaires
Ministère de l'industrie
Tunis

YUGOSLAVIE

Luka PETKOVIC
Vice-Président de l'Association commerciale des combinats
agro-industriels de Yougoslavie
Zagrebacka № 9/2
Belgrade

Commissions au Centre des Nations Unies

CENTRE DES NATIONS UNIES SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIONALES

Arthur DOMIKE
Fonctionnaire de rang élevé du Centre des Nations Unies
sur les sociétés transnationales
Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
Nations Unies
New York 10017 (Etats-Unis)

Organes et institutions des Nations Unies

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED)

Kurt KWASNY
Division des articles manufacturés

Leonarda BANKS
Division des produits de base

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10 (Suisse)

Institutions spécialisées

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)

Axel CHARPENTIER
Chef du Service du développement de la viande et du lait
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome (Italie)

BANQUE MONDIALE

Kathleen H. DI TULLIO
Economiste
1818 "H" St., N.W.
Washington, D.C. 20043 (Etats-Unis)

Organisations intergouvernementales

CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (PAYS D'AFRIQUE, DES CARAIBES ET DU PACIFIQUE - CEE CONVENTION DE LOME)

I.A. AKINRELE
Directeur adjoint
Centre pour le développement industriel (Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique - CEE Convention de Lomé)
Avenue Georges Henri, 451
1200 Bruxelles (Belgique)

COMMISSION DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE (COMMISSION DE LA CEE)

Bruno H. SUSSMILCH
Administrateur principal
Direction générale de l'agriculture
Bâtiment Berleymont
200, rue de la Loi
1049 Bruxelles (Belgique)

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)

Daniel BERAUD
Administrateur principal
Direction de l'agriculture
2, rue André Pascal
75775 Paris Cédex 16 (France)

Organisations non gouvernementales

CENTRE EUROPEEN DE COORDINATION POUR LA RECHERCHE ET LA DOCUMENTATION EN SCIENCES SOCIALES

Ion MIHAILESCU
Secrétaire scientifique
Centre européen de coordination pour la recherche et la documentation en sciences sociales
Grünangergasse 2
1010 Vienne (Autriche)

CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS LIBRES (CISL)

Karl HUBBEL
Chef du Service international de l'OGB
Représentant permanent de la CISL auprès de l'ONUDI
Hohenstaufengasse 10-12
1010 Vienne (Autriche)

Consultants

Omar FODA
Président, Pyramid's Brewery
2 Tharwat Street
Giza (Egypte)

G. R. HOWAT
33 Windsor Gardens
St Andrews, Fife KY 16 8XL
(Royaume-Uni)

András MIKLOVICZ
Chef de Département
Secrétariat des relations économiques internationales
auprès du Conseil des Ministres
Kossuth L. tér 2-4
1357 Budapest (Hongrie)

Roberto H. MORETTI
Professeur spécialiste du traitement des fruits et des légumes
F.E.A. - Unicamp
Caixa postal 1170
Campinas, S.P. (Brésil)

John A. R. TAINSH
c/o I.B.C. (GB) Ltd.
Bovre House, Boldre
SO4 8 ND Lymington Hampshire
(Royaume-Uni)

Secrétariat de la Réunion

1. **Moustafa AREF**
Président du Groupe de travail sur les **agro-industries**
et Chef de la Section des **agro-industries**
Division des opérations industrielles
2. **Abdallah HACINI**
Chef de la Section des négociations
Division de la coordination des politiques
3. **Jorge R. SUCCAR**
Chef de la Section des études sectorielles
Centre international d'études industrielles
4. **H.K. RAHIM**
Spécialiste du développement industriel (**hors classe**)
Section des négociations
Division de la coordination des politiques
5. **F. LEFEBVRE**
Spécialiste du développement industriel
Section des négociations
Division de la coordination des politiques
6. **A. FARINPOUR**
Spécialiste du développement industriel
Section des études sectorielles
Centre international d'études industrielles

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour provisoire
4. Déclarations par des représentants du Secrétariat :
 - a) Documents analytiques régionaux :
 - Afrique : G.R. Howat
 - Asie : J.A.R. Tainsh
 - Amérique latine : R.H. Moretti
 - b) Commentaires par des consultants de la région de la CEAO
 - c) Document de synthèse : G.R. Howat/A. Miklovicz
5. Choix d'un thème pour la Réunion de consultation sur les industries alimentaires :
 - a) Industrie alimentaire dans son ensemble : rôle d'un programme agro-industriel intégré
 - b) Un des sous-secteurs ci-après :
 - i) Industrie de la viande et du traitement de la viande
 - ii) Industrie laitière
 - iii) Céréales et racines
6. Problèmes à examiner par la Réunion de consultation
7. Questions diverses
8. Adoption du rapport.

ANNEXE III

LISTE DE DOCUMENTS D'INFORMATION ET DE DOCUMENTS PAR PAYS

Projet d'étude mondiale des agro-industries : 1975-2000
UNIDO/ICIS.65, 12 décembre 1977
Etabli par le Centre international d'études industrielles

Survey of the Food Processing Industry in the Asia Region
UNIDO/EX.61, 29 novembre 1978
Etabli par J.A.R. Tainsh, consultant de l'ONUDI

Report on Food Processing in Ethiopia, Kenya, Ghana and Senegal
UNIDO/EX.62, 29 novembre 1978
Etabli par F. Aylward et G.R. Howat, consultants de l'ONUDI

Draft Assessment of the Current Situation and Projection of the Food Agro-Industries in the Latin American Region
UNIDO/EX.63, 28 novembre 1978
Etabli par J.P. Guzmán et R.H. Moretti, consultants de l'ONUDI

Document de synthèse - les industries alimentaires dans les pays en développement
UNIDO/EX.60, 28 novembre 1978
Etabli par G.R. Howat, consultant de l'ONUDI

Les documents ci-après concernant des pays ou des régions ont été diffusés à la Réunion (ou soumis au Secrétariat de la Réunion) :

The Food Processing Industry in Tanzania (Rapport N° 320)
Présenté par A.C. Mosha

The Processing of Cassava, Palm Oil and Sugarcane in Indonesia
Présenté par Budi Sampurno

Country's current and future plans for the development of the food-processing industry in the Arab Republic of Egypt
Présenté par Abdel Monem El-Mehelmy, Ministre de l'Industrie
Organisation générale pour l'industrialisation, Egypte

Draft of Projects of the Five-Year Plan (1978-1982) (Industrie alimentaire)
mai 1978
Présenté par Abdel Monem El-Mehelmy, Ministère de l'Industrie
Organisation générale pour l'industrialisation, Egypte

Centre de documentation des industries utilisatrices de produits agricoles
novembre 1978

Présenté par Serge C. Monnot, Ministère de l'agriculture, Paris

Relations de la CIIA avec d'autres organisations internationales

Présenté par Serge C. Monnot, Ministère de l'agriculture, Paris

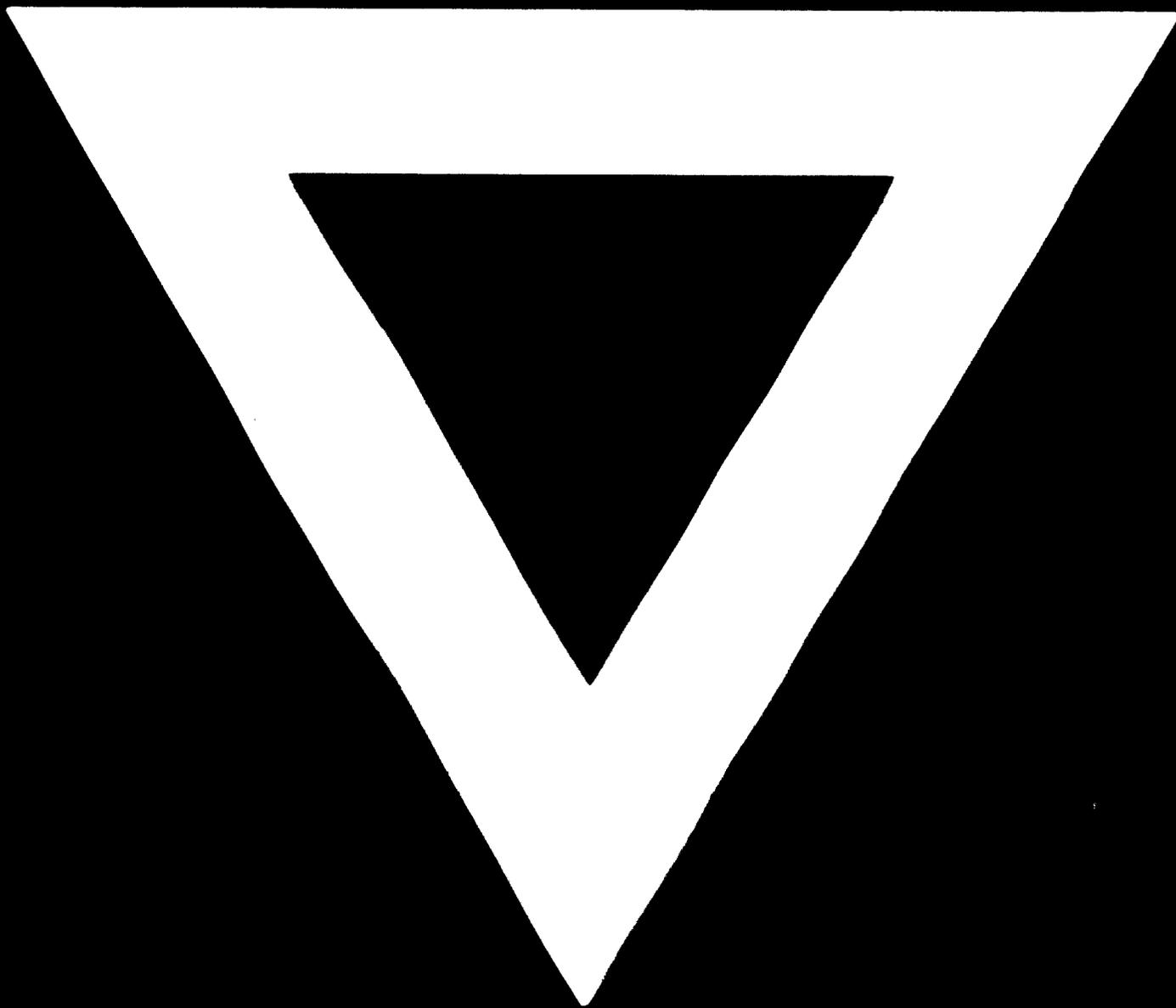
Production, value added and employment in food and beverage industries

(SITC 311-3) par région économique, 1975

Présenté par A. Domike, Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales.



G-105



80.02.19